

Non classifié

DCD/DAC/RD(2007)15/RD2



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

11-Dec-2007

Français - Or. Anglais

**DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT
COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT**

**DCD/DAC/RD(2007)15/RD2
Non classifié**

DONNÉES FINALES SUR LES APPORTS D'APD EN 2006

Document de séance 2

Réunion du CAD au niveau des fonctionnaires, 11-12 décembre 2007

Ce document est soumis pour INFORMATION aux participants à la réunion au niveau des hauts fonctionnaires.

Personne à contacter : Mme Yasmin Ahmad (yasmin.ahmad@oecd.org)

**JT03237870
Ta. 84378**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Français - Or. Anglais

DONNÉES FINALES SUR LES APPORTS D'APD EN 2006

Vue d'ensemble

1. Les apports totaux d'aide publique au développement (APD) consentis par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont affiché un recul de 4.5 % en 2006, avec 104.4 milliards USD. Ce chiffre représente 0.31 % du revenu national brut (RNB) cumulé des membres. En termes réels, cela marque la première diminution de l'APD depuis 1997, bien que le niveau enregistré soit, à l'exception de 2005, le plus élevé.

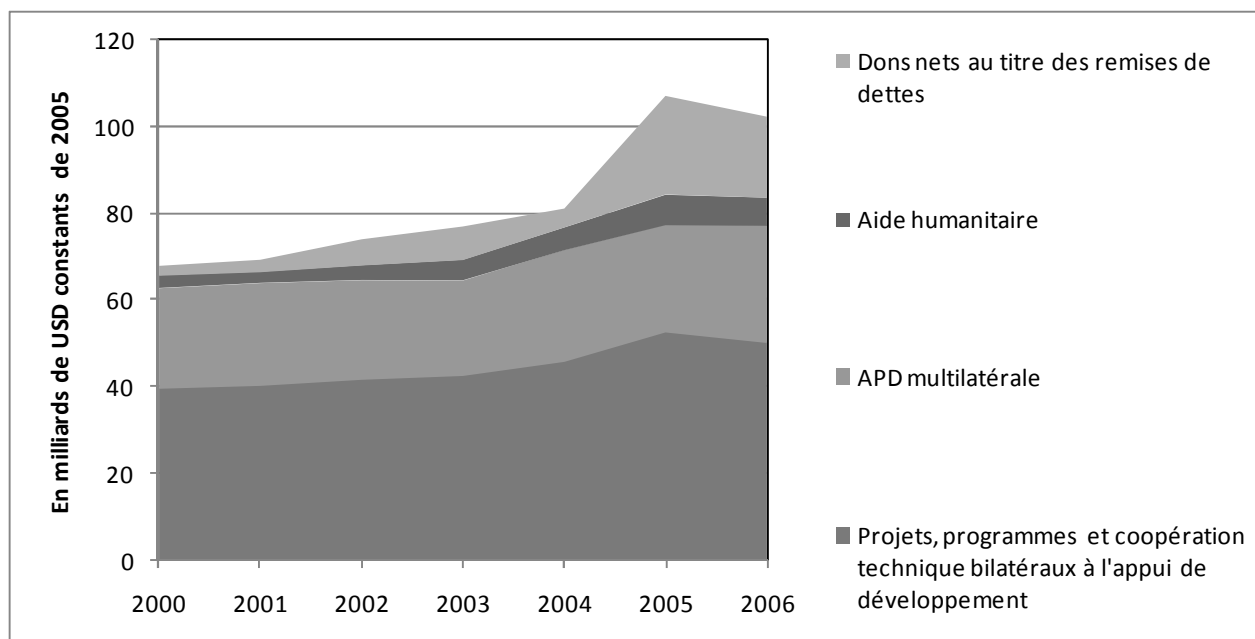
2. Cette contraction avait été anticipée. En 2005, l'APD avait en effet atteint un niveau exceptionnellement élevé en raison de l'ampleur des opérations d'allègement de la dette conclues dans le cadre du Club de Paris (en faveur de l'Irak et du Nigéria, en particulier) qui en avait porté le volume au chiffre sans précédent de 107.1 milliards USD. En 2006, les dons nets au titre des allègements de dette ont à nouveau représenté une part substantielle de l'APD nette avec la mise en œuvre des phases suivantes des accords conclus dans le cadre du Club de Paris : 3.3 milliards USD pour l'Irak et 9.4 milliards USD pour le Nigéria. Si l'on fait abstraction de ces sommes, l'APD a fléchi de 0.8 %.

3. Ce résultat est quelque peu préoccupant compte tenu des engagements qui ont été pris lors du G8 de 2005 et du Sommet du millénaire+5 d'accroître l'aide de 50 milliards USD en termes réels entre 2004 et 2010, et de doubler l'aide à l'Afrique sur cette même période. Comme les sommes consacrées aux allègements de la dette devraient continuer de diminuer au cours des deux prochaines années, il faudra que les autres formes d'aide connaissent une progression annuelle très importante pour que l'on puisse raisonnablement espérer atteindre les objectifs de 2010 grâce à des accroissements planifiés et gérables.

4. La figure 1 montre que la forte augmentation de l'APD totale enregistrée depuis 2004 est essentiellement imputable à l'allègement de dette, l'aide humanitaire s'étant également un peu accrue suite au tsunami dévastateur survenu dans l'océan Indien le 26 décembre 2004. L'APD nette allouée à des projets et programmes de développement a accusé un léger recul puisque pour la quatrième année consécutive, les remboursements de prêt ont excédé les nouveaux versements (de 1.2 milliard USD) ; voir aussi, en annexe, le tableau 2 sur les versements bruts d'APD.

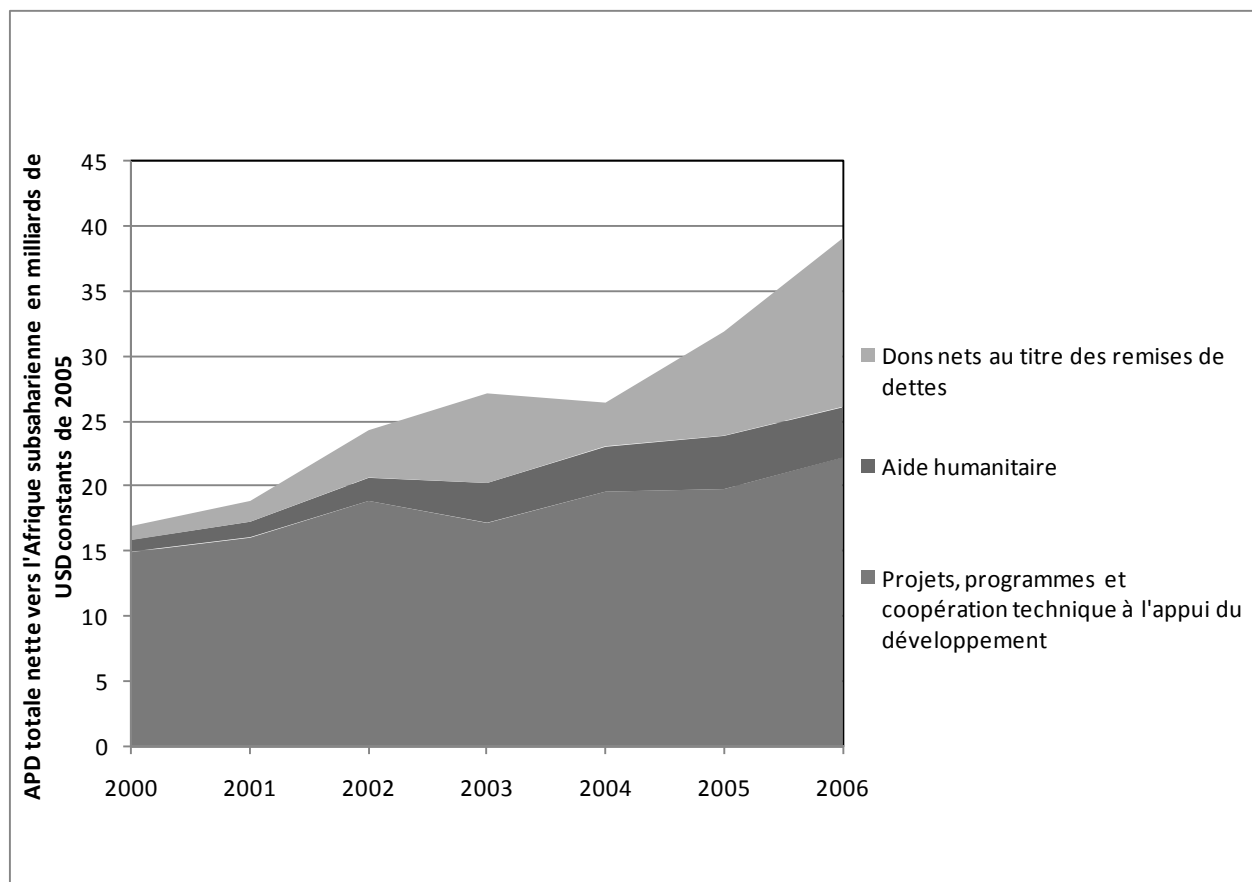
Figure 1 : Composants de l'APD nette des donateurs du CAD

La plupart de l'augmentation est attribué à l'allègement de la dette



5. Les principaux bénéficiaires de l'APD bilatérale consentie par les donateurs du CAD ont été le Nigéria, qui a reçu des versements nets de 10.8 milliards USD (dont 9.4 milliards USD sous forme de remises de dette), suivi de l'Irak avec 8.5 milliards USD (dont 3.3 milliards USD sous forme de remises de dette). Les plus gros bénéficiaires suivants ont été l'Afghanistan (2.4 milliards USD), le Soudan, le Cameroun et la République démocratique du Congo (1.5 milliard USD chacun, dont des remises de dette de 1.2 milliard USD pour le Cameroun et de 0.8 milliard USD pour la République démocratique du Congo).

6. L'APD à l'Afrique a atteint le niveau record sans précédent de 43.4 milliards USD (41 % du total) dont 39.9 milliards USD sont allés à l'Afrique subsaharienne. Les apports nets d'APD bilatérale à l'Afrique subsaharienne se sont chiffrés à 29.2 milliards USD. La figure 2 montre que cet accroissement est essentiellement imputable à l'allègement de dette. Les remises de dette (12.4 milliards USD) ont principalement profité au Nigéria. Si l'on fait abstraction des remises de dette, il apparaît alors que l'aide à la région a progressé de près de 13 %. Il s'agit là d'une évolution positive mais elle souligne la nécessité pour les donateurs d'accélérer leurs plans d'accroissement de l'aide à l'Afrique de manière à entretenir la dynamique nécessaire pour tenir les engagements qu'ils ont pris de doubler l'aide à ce continent au cours des quatre prochaines années.

Figure 2 : Composants de l'APD totale nette vers l'Afrique subsaharienne

Performance des membres du CAD en matière d'aide pour 2006

7. Les seuls pays qui ont atteint ou dépassé l'objectif de 0.7 % du revenu national brut (RNB) fixé pour l'APD par les Nations Unies sont le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède. Les États-Unis sont arrivés en tête des donateurs en 2006, devant le Royaume-Uni, le Japon, la France et l'Allemagne. Les apports cumulés d'APD des 15 membres du CAD appartenant à l'Union européenne (UE) ont représenté 57 % de l'APD nette totale.

8. En 2006, l'APD nette des États-Unis s'est chiffrée à 23.5 milliards USD, en recul de 18.2 % en termes réels. Le rapport APD/RNB a lui aussi fléchi à 0.18 %, contre 0.23 % en 2005. Cette diminution est pour l'essentiel imputable au niveau exceptionnel des remises de dette en 2005, les États-Unis ayant choisi d'effacer la totalité de leurs créances en cours sur l'Irak cette année-là plutôt que d'étaler cette opération sur plusieurs années. Les versements des États-Unis à l'Afrique subsaharienne (5.6 milliards USD) ont atteint un niveau record sous l'effet principalement des dons au titre des remises de dette (1.4 milliard USD, dont 0.6 milliard USD pour le Nigéria) et de l'accroissement des concours affectés aux programmes en faveur de l'éducation, et de la lutte contre le sida et le paludisme. Les apports nets d'APD à l'Irak sont restés importants (4.8 milliards USD), l'aide à l'Afghanistan a augmenté (1.4 milliard USD) et l'aide aux pays les moins avancés a atteint un niveau sans précédent (5.3 milliards USD).

9. L'APD nette du Japon s'est élevée à 11.2 milliards USD, soit 0.25 % du RNB. Le recul de 9.1 % en termes réels enregistré par rapport à 2005 s'explique en partie par le volume exceptionnel, en 2005, des dépenses d'aide humanitaire engagées à la suite du tsunami dans l'océan Indien et des allègements de dette consentis à l'Irak, notamment. En chiffres bruts, le Japon s'est classé au deuxième rang des donateurs (voir tableau 2 en annexe). L'APD nette du Japon s'inscrit, depuis 2000, sur une tendance à la baisse, sauf pour l'année 2005 où elle a augmenté sous l'effet des allègements de dette. Dans le chiffre total de l'APD japonaise pour 2006 entre un accroissement des contributions de ce pays aux institutions financières internationales.

10. En 2006, l'APD globale des 15 membres du CAD appartenant à l'UE a légèrement augmenté, de 2.9 % en termes réels, pour s'élever à 59.0 milliards USD, contre 55.8 milliards USD en 2005. Ce chiffre représente 0.43 % de leur RNB cumulé et il est donc largement supérieur à l'objectif de 0.39 % visé pour le rapport APD/RNB global au niveau de l'UE. La progression enregistrée en 2006 est imputable avant tout aux allègements de dette.

11. Une augmentation des dépenses d'aide a été observée dans onze États membres de l'UE appartenant au CAD :

- Irlande (+36.9 %), en raison de l'accroissement de l'aide bilatérale et de l'ampleur des contributions aux organisations multilatérales ;
- Espagne (+20.7 %), du fait de l'accroissement considérable des contributions aux Nations Unies et à d'autres organisations multilatérales ainsi que de la progression des versements de l'AECE, l'Agence espagnole de coopération ;
- Suède (+14.7 %), en raison d'un renforcement général de l'effort d'aide et d'allègement de la dette ;
- Royaume-Uni (+11.7 %), sous l'effet d'une augmentation substantielle des contributions aux organisations internationales ;
- et aussi Allemagne (+1.7 %), Danemark (+3.0 %), France (+2.9 %), Grèce (+5.9 %), Luxembourg (+4.8 %), Pays-Bas (+4.2 %) et Portugal (+2.0 %).

12. Par contre, ces dépenses ont diminué en Autriche (-6.9 %), en Belgique (-2.2 %), en Finlande (-9.0 %) et en Italie (-30.6 %, du fait principalement du calendrier des contributions aux organisations internationales).

13. Les apports de la Commission européenne (CE) ont progressé de 6.2 % pour atteindre 10.2 milliards USD, sous l'effet de l'accroissement des concours affectés au soutien budgétaire et d'une amélioration de la capacité de versement de la CE.

14. Parmi les évolutions constatées entre 2005 et 2006 dans d'autres pays du CAD, on notera les suivantes :

- Australie (+22.5 %), sous l'effet principalement de l'augmentation des allègements de dette, en faveur de l'Irak et dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale en particulier ;

- Canada (-9.9 %), par suite de la diminution des allègements de dette et de la contraction des apports d'aide humanitaire qui avaient été extraordinairement généreux en 2005 après le tsunami dans l'océan Indien ;
- Norvège (-1.9 %) ;
- Nouvelle-Zélande (+0.5 %), sans guère de changement ;
- Suisse (-7.4 %), en raison de la réduction du volume des allègements de dette.

Aide des donateurs non membres du CAD

15. S'agissant des pays de l'OCDE non membres du CAD, les évolutions suivantes des apports nets d'APD ont été observées :

- Corée (-43.5 %), en raison des contractions tant de l'aide bilatérale que de l'aide multilatérale ;
- Hongrie (+52.1 %), en raison d'un accroissement tant de l'aide bilatérale que de l'aide multilatérale, l'allègement de dette en faveur de l'Irak représentant près de 80 % des apports bilatéraux ;
- Islande (+60.1 %), sous l'effet essentiellement de l'accroissement des contributions aux organisations multilatérales qui ont presque doublé par rapport à 2005 ;
- Pologne (+38.2 %), du fait principalement des fortes augmentations de l'aide bilatérale ;
- République slovaque (-9.1 %) ;
- République tchèque (+10.4 %), par suite des contributions versées au budget de développement de l'UE, des remises de dette, de l'aide à la reconstruction en Asie et au Moyen-Orient ainsi que de l'augmentation du budget de base consacré aux projets bilatéraux ;
- Turquie (+12.2 %), conformément à la nouvelle stratégie suivie par l'Agence turque de coopération internationale.

Les membres ont-ils atteint leurs objectifs pour 2006 ?

16. En 2002, les membres du CAD avaient annoncé à diverses reprises, avant ou pendant la Conférence internationale de Monterrey sur le financement du développement, leur intention d'accroître leur aide pour 2006 par rapport au niveau de 2000.

17. A Barcelone, les quinze membres de l'UE s'étaient de leur côté engagés à consacrer à eux tous 0.39 % de leur RNB cumulé à l'APD en 2006, avec un objectif minimum par pays de 0.33 %. La plupart ont atteint cet objectif minimum, seuls faisant exception la Grèce, l'Italie et le Portugal. L'Espagne a elle aussi manqué la cible, de peu, du fait des changements récents dans son système de comptabilité nationale. Pour l'ensemble des membres de l'UE, le chiffre obtenu en 2006 s'élève à 0.43 %, et il est donc nettement supérieur à l'objectif de 0.39 % fixé en 2002 grâce, essentiellement, aux allègements de dette.

18. Depuis 2002, certains membres de l'UE se sont fixé des objectifs encore plus ambitieux pour 2006, qu'ils ont atteints. Conformément à son objectif, la Belgique a consacré 0.5 % de son RNB à l'APD ; la Suède a dépassé son objectif d'y affecter 1 % de son RNB ; le Danemark s'est engagé à maintenir son

rapport APD/RNB à 0.8 % au minimum ; l'Irlande a porté ses dépenses d'APD à 734 millions EUR en 2006.

19. L'APD nette des Etats-Unis a été plus élevée que prévu en 2006 du fait de l'ampleur des allègements de dette et de la progression de l'aide consentie à l'Afrique subsaharienne, à l'Afghanistan et à l'Irak. Le Japon, qui traverse une phase de grande austérité budgétaire, n'avait annoncé aucun objectif d'APD pour 2006. La Norvège, de son côté, n'a pas réussi à atteindre son objectif – consacrer 1 % de son RNB à l'APD en 2005 – en raison de la vigoureuse croissance de son RNB enregistrée ces dernières années.

Perspectives pour l'avenir

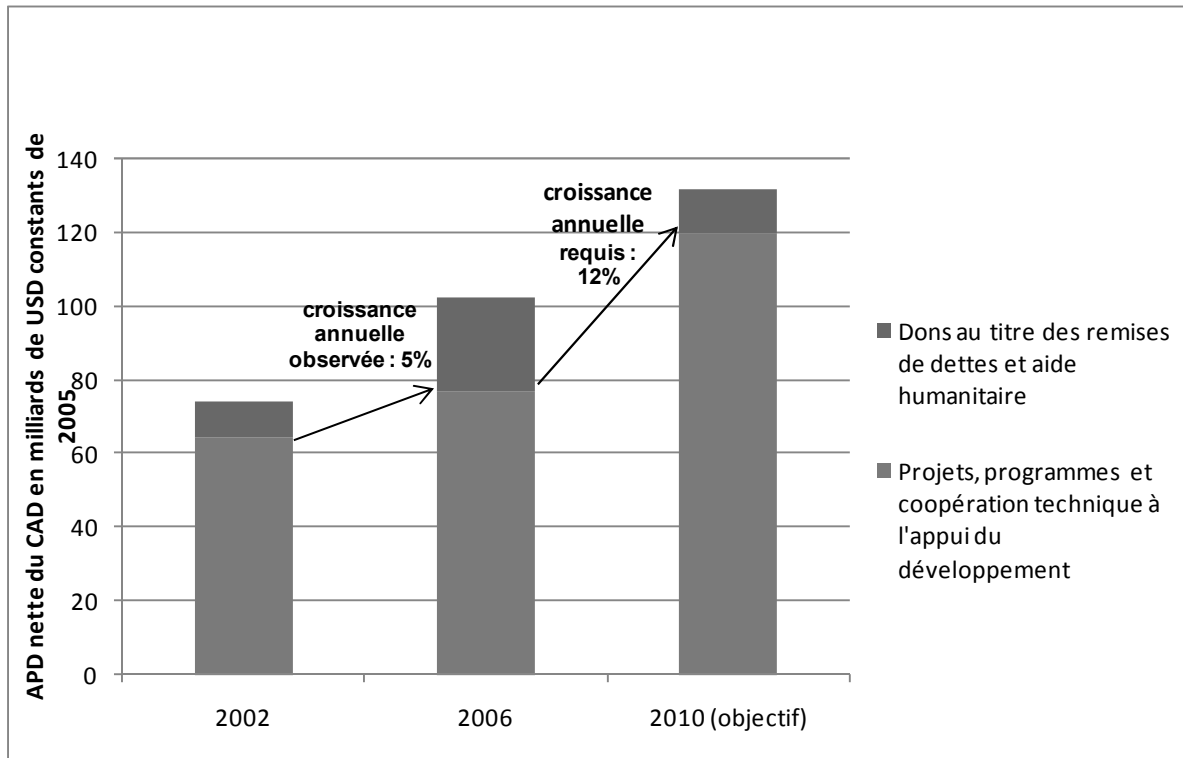
20. L'APD devrait marquer à nouveau un léger recul en 2007, à mesure que s'amenuise le volume des allègements de dette en faveur de l'Irak et du Nigéria. On peut penser que les sommes affectées à d'autres catégories d'aide iront alors en augmentant si les donateurs prennent des mesures pour tenir leurs promesses les plus récentes.

21. Les pays de l'UE membres du CAD ont décidé, en 2005, de renforcer leur effort d'aide, avec un objectif minimum par pays de 0.51 % du RNB pour 2010, ou 0.56 % globalement. Le chiffre visé pour l'ensemble de l'UE tient compte des accroissements supérieurs ou égaux à ceux qu'implique l'objectif minimum par pays auxquels se sont engagés certains de ses membres qui font partie du CAD, ainsi que de la volonté affichée par les pays de l'UE non membres du CAD de participer au renforcement de l'effort collectif en portant le volume de leur aide au-delà d'un seuil convenu.

22. L'Australie a, de son côté, annoncé qu'elle entendait multiplier par deux le volume de son APD pour le porter à quelque 4.3 milliards AUD d'ici 2010-11. Le Canada estime que son APD atteindra 5.1 milliards CAD en 2010. Le Japon a pour sa part indiqué vouloir augmenter globalement le montant de son APD de 10 milliards USD sur la période 2005-09, par rapport à son niveau de 2004. La Nouvelle-Zélande s'est engagée à porter son APD à 0.35 % du RNB en 2010-11 et la Norvège à 1 % du RNB sur la période 2006-09. La Suisse, quant à elle, est censée réaliser l'objectif de 0.4 % du RNB en 2010.

23. La figure 3 permet de comparer l'APD en 2002 – année où les donateurs se sont engagés, lors de la Conférence de Monterrey, à accroître sensiblement leur aide, avec le résultat obtenu en 2006 et le niveau requis en 2010 si les donateurs veulent tenir leurs promesses. Étant donné que l'allègement de dette et l'aide humanitaire devraient retomber à leurs moyennes historiques d'ici 2010, ces promesses ne pourront être tenues que si le taux actuel d'accroissement des crédits affectés aux programmes axés sur le développement proprement dit fait plus que doubler au cours des quatre prochaines années.

Figure 3 : La croissance dans les programmes à l'appui de développement doit accélérer



ANNEXE

Tableau 1. Aide publique au développement nette des membres du CAD en 2006

	2006		2005		2006 APD millions de USD Aux prix et taux de change de 2005	Variation en pourcentage de 2005 à 2006 (1)
	APD millions de USD prix courants	APD/RNB %	APD millions de USD prix courants	APD/RNB %		
Allemagne	10 435	0.36	10 082	0.36	10 257	1.7
Australie	2 123	0.30	1 680	0.25	2 058	22.5
Autriche	1 498	0.47	1 573	0.52	1 465	-6.9
Belgique	1 978	0.50	1 963	0.53	1 921	-2.2
Canada	3 684	0.29	3 756	0.34	3 385	-9.9
Danemark	2 236	0.80	2 109	0.81	2 173	3.0
Espagne	3 814	0.32	3 018	0.27	3 643	20.7
États-Unis	23 532	0.18	27 935	0.23	22 863	-18.2
Finlande	834	0.40	902	0.46	820	-9.0
France	10 601	0.47	10 026	0.47	10 313	2.9
Grèce	424	0.17	384	0.17	407	5.9
Irlande	1 022	0.54	719	0.42	984	36.9
Italie	3 641	0.20	5 091	0.29	3 533	-30.6
Japon	11 187	0.25	13 147	0.28	11 946	-9.1
Luxembourg	291	0.89	256	0.86	269	4.8
Norvège	2 954	0.89	2 786	0.94	2 732	-1.9
Nouvelle-Zélande	259	0.27	274	0.27	275	0.5
Pays-Bas	5 452	0.81	5 115	0.82	5 329	4.2
Portugal	396	0.21	377	0.21	385	2.0
Royaume-Uni	12 459	0.51	10 772	0.47	12 034	11.7
Suède	3 955	1.02	3 362	0.94	3 854	14.7
Suisse	1 646	0.39	1 772	0.44	1 641	-7.4
TOTAL DU CAD	104 421	0.31	107 099	0.33	102 287	-4.5
Performance moyenne des pays du CAD		0.46		0.47		
<i>Pour mémoire rubriques comprises ci-dessus :</i>						
CE	10 245		9 390		9 969	6.2
Pays du CAD Membres de l'Union Européenne	59 035	0.43	55 750	0.44	57 387	2.9
Pays du G7	75 539	0.27	80 809	0.30	74 331	-8.0
Pays non membres du G7	28 882	0.51	26 290	0.50	27 957	6.3
<i>Pays non membres du CAD:</i>						
Corée	455	0.05	752	0.10	425	-43.5
Hongrie	149	0.13	100	0.11	153	52.1
Islande	41	0.27	27	0.18	44	60.1
Pologne	297	0.09	205	0.07	283	38.2
République slovaque	55	0.10	56	0.12	51	-9.1
République tchèque	161	0.12	135	0.11	149	10.4
Turquie	714	0.18	601	0.17	675	12.2

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Note: Les données sont standardisées pour tous les donneurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaire des pays.

Source: OCDE, 26 novembre 2007.

Figure 1 : Aide publique au développement nette des membres du CAD en 2006

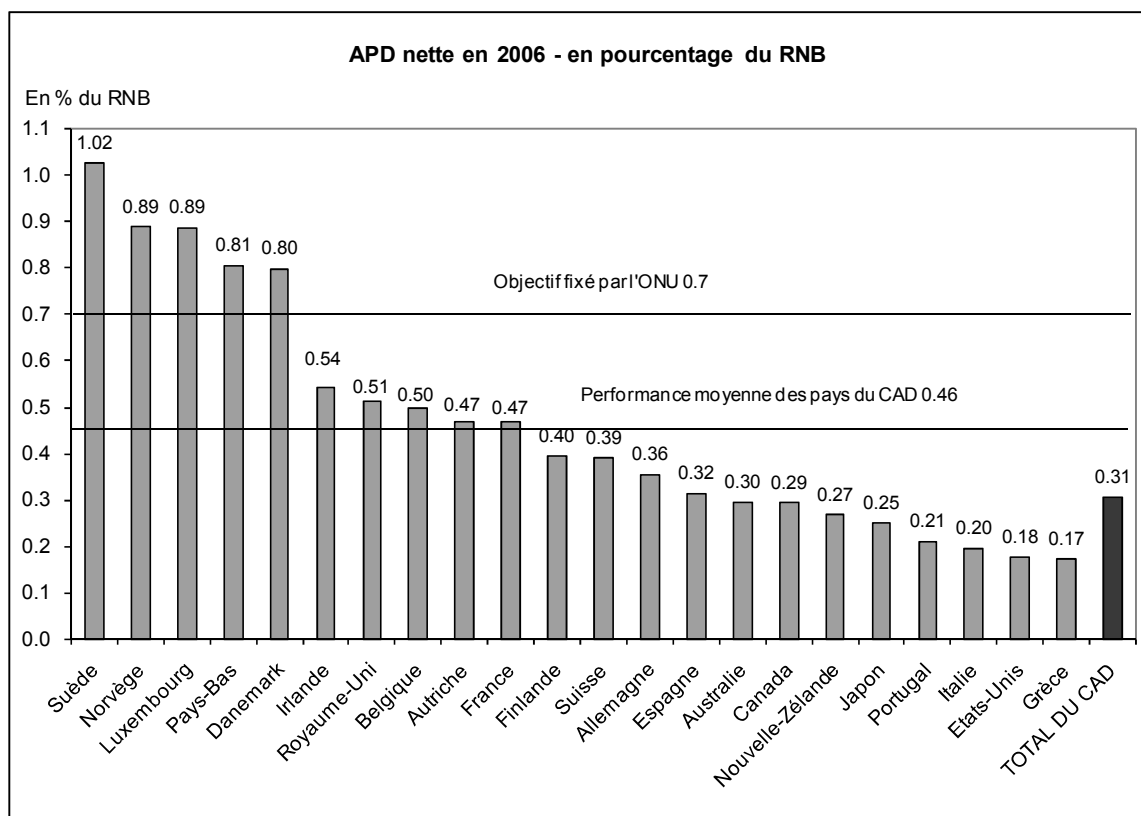
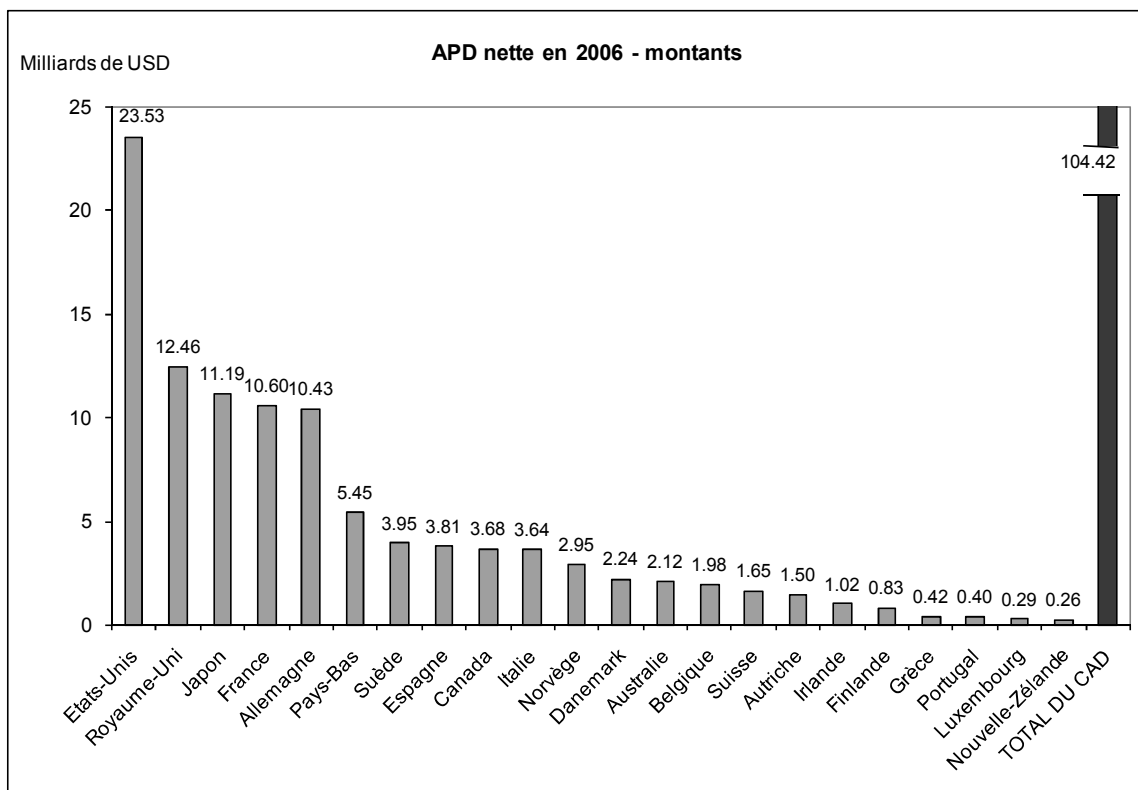


Tableau 1.A. Part des dons d'allégement de dette dans l'aide publique au développement nette des membres du CAD

	2006		Variation en pourcentage de 2005 à 2006 ^a hors dons d'allégement de dettes
	APD millions de USD	dont : dons d'allégement de dettes	
Allemagne	10 435	2 722	14.2
Australie	2 123	277	7.8
Autriche	1 498	757	8.3
Belgique	1 978	396	2.9
Canada	3 684	260	-4.7
Danemark	2 236	113	-0.8
Espagne	3 814	503	31.5
États-Unis	23 532	1 585	-10.6
Finlande	834	0	9.2
France	10 601	3 433	2.3
Grèce	424	0	5.9
Irlande	1 022	0	37.0
Italie	3 641	1 596	-42.0
Japon	11 187	3 003	-8.9
Luxembourg	291	0	4.8
Norvège	2 954	23	-2.6
Nouvelle-Zélande	259	0	0.6
Pays-Bas	5 452	312	4.9
Portugal	396	0	2.8
Royaume-Uni	12 459	3 503	19.5
Suède	3 955	292	7.9
Suisse	1 646	98	-0.3
TOTAL DU CAD	104 421	18 874	-0.8

Pour mémoire rubriques comprises ci-dessus :

CE	10 245	-	6.2
Pays CAD-UE	59 035	13 629	6.7
Pays du G7	75 539	16 102	-4.1
Pays non membres du G7	28 882	2 772	7.5

a) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Tableau 2 : Aide publique au développement brute en 2006

	2006 APD millions de USD prix courants	2005	2006 APD millions de USD (1) Aux prix et taux de change de 2005	Variation en pourcentage de 2005 à 2006 (1)
Allemagne	12 049	11 595	11 844	2.2
Australie	2 123	1 680	2 058	22.5
Autriche	1 510	1 587	1 476	-7.0
Belgique	2 047	2 015	1 988	-1.4
Canada	3 730	3 777	3 426	-9.3
Danemark	2 315	2 174	2 249	3.5
Espagne	4 160	3 518	3 974	13.0
États-Unis	24 532	28 750	23 834	-17.1
Finlande	838	907	824	-9.2
France	12 764	11 530	12 417	7.7
Grèce	424	384	407	5.9
Irlande	1 022	719	984	36.9
Italie	4 003	5 264	3 884	-26.2
Japon	17 115	18 640	18 276	-2.0
Luxembourg	291	256	269	4.8
Norvège	2 954	2 786	2 732	-1.9
Nouvelle-Zélande	259	274	275	0.5
Pays-Bas	5 889	5 201	5 757	10.7
Portugal	402	383	390	1.9
Royaume-Uni	13 075	11 168	12 630	13.1
Suède	3 955	3 362	3 854	14.7
Suisse	1 657	1 778	1 652	-7.1
TOTAL DU CAD	117 112	117 749	115 201	-2.2
<i>Pour mémoire :</i>				
CE	10 678	9 726	10 390	6.8
Pays CAD-UE	64 743	60 064	62 947	4.8
Pays du G7	87 267	90 724	86 311	-4.9
Pays non membres du G7	29 845	27 025	28 889	6.9
<i>Pays de l'OCDE non-membres du CAD :</i>				
Corée	513	778	479	-38.5
Hongrie	149	100	153	52.1
Islande	41	27	44	60.1
Pologne	300	205	286	39.5
République slovaque	55	56	51	-9.1
République tchèque	161	135	149	10.4
Turquie	714	601	675	12.2

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.
Source: OCDE, 26 Novembre 2007.

Tableau 3 : Simulation du Secrétariat du CAD/OCDE concernant les perspectives d'évolution de l'APD nette en 2006 et 2010

En millions de dollars constants (prix et taux de change 2006)

Les données ci-dessous ne sont pas des prévisions, mais des projections du Secrétariat basées sur les déclarations publiques faites par les pays membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD). Les chiffres-clés de ces déclarations sont montrés dans la colonne "Hypothèses". Des projections du RNB sont nécessaires pour calculer l'APD nette et les ratios APD/RNB pour 2010. Pour 2007 et 2008, les projections de croissance réelle pour chaque pays sont tirées des Perspectives économiques de l'OCDE No. 81 (juin 2007), Annexe Tableau 1. Pour la période 2009-10, une croissance réelle annuelle de 2% du RNB est supposée pour tous les pays. Les calculs ont été discutés au niveau technique avec les autorités nationales, mais le Secrétariat du CAD est responsable de la méthodologie et des résultats finaux publiés.

Il est important de noter que les niveaux de remises de dette sont exceptionnellement hauts en 2006, ce qui permet à certains donneurs d'atteindre ou de dépasser leurs objectifs pour 2006.

10 décembre 2007

Pays	2006		Hypothèses	2010			Variation réelle de l'APD par rapport à 2006	
	APD nette (2006 USD)	APD/RNB		APD nette (2006 USD)	RNB estimé (2006 USD)	APD/RNB	(mn de USD)	%
Allemagne	10 435	0.36%	0.51% en 2010	16 355	3 206 871	0.51%	5 920	57%
Autriche	1 498	0.47%	0.51% en 2010	1 796	352 100	0.51%	297	20%
Belgique	1 978	0.50%	0.7% en 2010	3 025	432 082	0.70%	1 047	53%
Danemark	2 236	0.80%	Minimum 0.8%	2 423	302 912	0.80%	187	8%
Espagne ^{1,2}	3 814	0.32%	0.5% en 2008 et 0.7% en 2012	7 920	1 338 773	0.59%	4 107	108%
Finlande	834	0.40%	0.51% en 2010	1 183	231 900	0.51%	348	42%
France ¹	10 601	0.47%	0.42% en 2007 et 0.7% en 2015	12 519	2 461 149	0.51%	1 919	18%
Grèce	424	0.17%	0.51% en 2010	1 402	274 946	0.51%	978	231%
Irlande	1 022	0.54%	0.6% en 2010 et 0.7% en 2012	1 294	215 703	0.60%	273	27%
Italie	3 641	0.20%	0.51% en 2010	10 163	1 992 755	0.51%	6 522	179%
Luxembourg	291	0.89%	1% en 2009	376	37 576	1.00%	85	29%
Pays-Bas	5 452	0.81%	Minimum 0.8%	5 962	745 208	0.80%	510	9%
Portugal	396	0.21%	0.51% en 2010	1 031	202 172	0.51%	635	160%
Royaume-Uni ^{1,2}	12 459	0.51%	0.37% en 2007-08, 0.56% en 2010 et 0.7% en 2013	14 856	2 652 796	0.56%	2 397	19%
Suède	3 955	1.02%	1% en 2010	4 331	433 095	1.00%	376	10%
Membres CAD de l'UE, Total	59 035	0.43%		84 636	14 880 038	0.57%	25 600	43%
Australie ³	2 123	0.30%	Voir la note 3	2 934	798 480	0.37%	810	38%
Canada ⁴	3 684	0.29%	Voir la note 4	4 162	1 377 726	0.30%	478	13%
Etats-Unis ⁵	23 532	0.18%	Voir la note 8	24 705	14 439 724	0.17%	1 173	5%
Japon ⁵	11 187	0.25%	Voir la note 5	10 092	4 880 395	0.21%	-1 095	-10%
Norvège	2 954	0.89%	1% sur la période 2006-09	3 661	366 117	1.00%	707	24%
Nouvelle-Zélande ⁶	259	0.27%	Voir la note 6	344	104 185	0.33%	85	33%
Suisse ⁷	1 646	0.39%	Voir la note 7	1 828	456 950	0.40%	181	11%
Membres du CAD, total	104 421	0.31%		132 361	37 303 616	0.35%	27 940	27%

¹ Les rapports APD/RNB ont été obtenus par interpolation entre 2007 et/ou 2008 et l'année visée.

² L'Espagne a pour objectif d'atteindre au minimum 0.5% d'ici 2008, puis 0.7% d'ici 2012; le Royaume-Uni a annoncé 0.56% en 2010 et 0.7% d'ici 2013.

³ L'Australie prévoit une augmentation continue de l'APD. Des fonds ont été provisionnés dans le budget de l'Australie avec l'intention d'atteindre un volume d'APD d'environ 4.3 milliards de dollars australiens en 2010-11. L'Australie compte arriver à un ratio APD/RNB de 0.5% en 2015-16. Le chiffre de ce tableau prend en compte les hypothèses d'une inflation annuelle moyenne de 2.5%.

⁴ Le Canada a l'intention de doubler le niveau 2001 de son Enveloppe de l'aide internationale (EAI) d'ici 2010 en termes nominaux. Les autorités canadiennes ont estimé l'APD en 5.1 milliards de dollars canadiens en 2010. Le chiffre d'APD montré dans ce tableau a été corrigé pour un 2% d'inflation annuel et converti en USD au taux de change de 2006.

⁵ Au cours des cinq années 2005 - 2009, le Japon a l'intention d'augmenter son volume d'APD de 10 milliards de USD au total par rapport à son volume d'APD nette en 2004. La projection du Secrétariat suppose que l'APD aura augmenté de 1.17 milliards de USD en 2010 par rapport à 2004, sans ajustement pour l'inflation.

⁶ La Nouvelle-Zélande a annoncé des engagements de 0.30% en 2007-08 et 2008-2009, 0.32% en 2009-2010 et 0.35% en 2010-2011 (années fiscales). Ce-ci se traduit en années calendaire par un engagement de 0.33% en 2010.

⁷ Les projections financières actuelles supposent que l'objectif de 0.4% sera atteint en 2010.

⁸ Les Etats-Unis ne publient et n'approuvent pas de projections sur l'APD. Le chiffre montré dans ce tableau est purement une estimation du Secrétariat fondée sur l'APD 2004 plus 5 milliards de USD nominales par an au titre des engagements pris au sommet du G8 de Gleneagles sur l'augmentation de l'aide à l'Afrique, ainsi qu'au titre du *Millennium Challenge Account*, et des initiatives sur le SIDA, la malaria et l'aide humanitaire.

Figure 2 : APD nette des membres du CAD de 1990 à 2005 et simulations du Secrétariat du CAD jusqu'en 2006 et 2010

